

- Pour Jean-Luc Crucke (MR), il y a trois urgences : le climat, la solidarité et l'économique.
- Mais il faut aussi discuter d'une réforme des structures du pays.
- Pour l'heure, il refuse de donner ses préférences en matière de coalitions.

“Il faudra discuter dans la discrétion d'une Belgique à quatre Régions”

Entretien Stéphane Tassin

Pendant la campagne, Jean-Luc Crucke (MR), ministre wallon sortant, en charge notamment du Budget et du Climat, s'est bien gardé d'attaquer les écolos. Il se refuse à donner sa coalition préférée et évite d'exclure qui que ce soit – à part les extrêmes. Il n'hésite pas par contre à évoquer une réforme importante mais “positive” des institutions belges.

Comment avez-vous vécu la soirée de dimanche et ses conséquences, notamment la remontée de l'extrême droite en Flandre ?

Je crois que ce n'est jamais aussi dramatique qu'on le dit même s'il ne faut pas banaliser les choses. Je me refuse à confondre ce parti et ses électeurs. Mais il est clair qu'il est hors de question de gouverner avec eux ainsi qu'avec l'extrême gauche.

Pourtant le PTB n'est pas un parti qu'on pourrait qualifier de raciste ?

Ce sont des partis qui n'amènent pas d'harmonie dans la société. En Wallonie, le vote contestataire va chez eux, en Flandre vers le Vlaams Belang. Il y a des électeurs qui votent pour eux parce qu'ils veulent casser

le système. Il faut rapprocher au lieu d'opposer. Si les solutions de ces partis fonctionnaient, il y a longtemps que ça se saurait. On ne peut pas nier l'histoire. C'est vrai qu'il y a un problème communautaire mais on trouvera des solutions.

Une solution, c'est de faire advenir cette Belgique composée de quatre Régions : wallonne, flamande, bruxelloise et germanophone ?

Je vois quatre Régions fortes pour un pays fort. Ceux qui parlent de refédéraliser des compétences ont tort.

Il faut rendre ce pays plus efficace. Je vous donne un exemple : sur la sortie du nucléaire en 2025, tous les partis francophones sont d'accord. En Flandre c'est loin d'être le cas. Quand un seul ne veut pas, tout est bloqué. Je crois que ce débat sur les quatre Régions doit avoir lieu dans la sérénité et la confidentialité. Mais les vrais problèmes sont ailleurs. Il y a une urgence climatique, une urgence sociale et une urgence économique. Il y a une mentalité d'assisté chez certaines personnes et chez certaines entreprises aussi. Il faut changer cela.

Mais voulez-vous aussi le confédéralisme en prônant quatre Régions ?

Le confédéralisme, ça ne veut strictement rien dire. D'ailleurs, j'entends souvent plusieurs définitions. Il ne s'agit pas d'organiser les choses en

montant les Régions les unes contre les autres. Elles doivent être sur un pied d'égalité et pouvoir travailler ensemble. Il faudra garder aussi les liens entre les francophones...

Pendant la campagne, vous n'avez pas, à l'instar d'autres candidats libéraux, ciblé Écolo. Que pensez-vous de cette stratégie ?

Il y a eu des excès. Mais il y en a eu de part et d'autre. Une campagne, ça permet à chacun de rendre ses propositions plus carrées. Je n'étais pas de ceux-là parce qu'Écolo est une alternative démocratique. Leur message sur l'urgence climatique doit être partagé. Leur erreur, c'est parfois de faire fuir les plus volontaristes en la matière en leur faisant peur.

Que faudrait-il pour réconcilier Écolo et le MR ?

Il faudrait profiter de l'expérience que nous avons acquise en cette fin de législature lorsque nous avons perdu notre majorité avec le CDH. D'un élément difficile, nous avons sorti des choses positives en votant avec l'opposition certains textes qui tenaient compte des uns et des autres.

Tous les prochains exécutifs devront être forts sur le climat ?

Bien entendu, une ligne de conduite climatique doit être actée pour les 15 ans qui viennent même si c'est

difficile. Ceux qui ne sont pas d'accord avec ça doivent alors dire que le rapport du Giec est un truc d'abrutis. Heureusement, je n'entends personne dire ça dans les autres partis. Ces matières climatiques, c'est passionnant.

Qu'espérez-vous pour le MR ?

Nous ne souhaitons pas mettre de bâtons dans les roues de ceux qui sont à la manœuvre, en l'occurrence le PS en Wallonie et à Bruxelles. Mais nous voulons participer aux évolutions qui vont arriver. Nous avons intérêt à avoir des gouvernements régionaux qui se mettent en place dans un délai raisonnable pour éviter que la situation budgétaire ne se dégrade. Parce qu'il faudra faire des choix difficiles. Avec des balises toutefois. Nous voulons conserver une solidarité envers les personnes et à l'égard des entreprises tout en nous préservant des abus.

Quelle coalition a votre préférence ?

Celle qui est prête à affronter ces défis.

C'est plutôt une alliance PS-MR-Écolo, une alliance PS-MR ou une alliance MR-CDH-Écolo ?

Il suffit que je me prononce là-dessus pour que ça crée un problème. Cela se décidera dans un cercle discret.

Faut-il pour négocier dans les entités fédérées tenir compte des négociations au fédéral ?

Il faut en tenir compte et ne pas confondre vitesse et précipitation. Mais à un moment donné, il faudra gérer et préparer les budgets.

“Je n’hésiterai pas à redevenir parlementaire”

Faudra-t-il contourner la N-VA au fédéral ?

Répondre à cette question, c'est jeter de l'huile sur le feu.

Le Roi a-t-il bien fait de recevoir le Vlaams Belang ?

C'était la moins mauvaise des solutions, et ce n'est pas ça qui rendra ce parti fréquentable. Il a fait son job, je ne vais pas le blâmer. S'il ne l'avait pas fait, cela aurait été pire en termes de réactions.

Que pensez-vous de la désignation du duo d'informateurs Reynders-Vande Lanotte ?

J'ai trouvé ça très intelligent. Il s'agit de deux briscards dont tout le monde connaît l'intelligence et l'expérience.

Votre collègue libéral, Georges-Louis Bouchez, n'a pas été élu malgré un score important. Faut-il comme il le demande supprimer l'effet dévolutif de la case de tête ?

En Wallonie, nous voulions le faire. Mais nous n'avons pas trouvé une majorité des deux-tiers pour voter le texte. Cela dit, ce sont certes des anomalies, mais, a contrario, l'effet dévolutif de la case de tête permet d'envoyer des jeunes et aussi plus de femmes dans les Parlements. Il faudrait envisager une circonscription à l'échelle du pays ou de la Région à côté de celles qui existent déjà. Cela pourrait répondre à ces problèmes. Quant à Georges-Louis, il a son avenir devant lui. Il va rebondir.

“Recevoir le Belang c'était la moins mauvaise des solutions. Ce n'est pas ça qui les rendra fréquentables. Le Roi a fait son job, je ne vais pas le blâmer.”

Plusieurs médias pointaient un recul personnel lors du récent scrutin. Cela vous énerve ?

En Wallonie picarde, je perds 1 000 voix là où Rudy Demotte au PS en perd 3 000. Avec mon score de 18 400 voix, j'ai 10 000 voix de plus que la deuxième sur la liste MR pour la Chambre (NdlR : Marie-Christine Marghem). Je suis aussi premier sur l'ensemble des cantons pour le fédéral et pour la Région. C'est sur le canton de Frasnes-lez-Anvaing (NdlR : où il est bourgmestre empêché) que je perds des voix. Cela est dû à un problème local. J'ai foutu un type dehors et ça n'a pas plu à tout le monde. Mais j'assume.

Vous pourriez bientôt ne plus être ministre. C'est sans aigreur que vous retournerez siéger au Parlement wallon ?

Je n'hésiterai pas, et je serai à 200%. J'ai adoré le boulot de parlementaire. Tout comme j'ai adoré celui de ministre.

Que faites-vous en attendant de connaître les futures coalitions ?

Je travaille beaucoup et je remplis aussi certaines obligations du ministre Carlo Di Antonio. Il m'a demandé de le faire. Je découvre d'autres compétences intéressantes. Pour l'instant, je suis à la mer avec ma fille qui est en blocus. Et c'est ça le bonheur.